

Cahier des clauses administratives (CCA)

Appel d'offres n° OIL06/PO/2016/072

«Transport du courrier rapide»

Procédure ouverte

ATTENTION: ces clauses administratives ne doivent pas être transmises avec l'offre de façon exhaustive. Seuls les tableaux et formulaires complétés, accompagnés des documents requis, seront transmis à la Commission par le soumissionnaire.

Section I -	INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LA PROCÉDURE	2
I.1.	Préambule	2
I.2.	Objet et cadre du marché	2
I.3.	Règlementation – Loi applicable – Tribunal compétent	3
I.4.	Accès au marché et forme des soumissionnaires	3
I.4.a.	Soumissionnaire	4
I.4.b.	Groupement	4
I.4.c.	Sous-traitant	4
I.4.d.	Recours à un tiers	4
I.4.e.	Répartition des tâches	5
I.5.	Visite des lieux	5
I.6.	Contenu des offres	5
I.6.a.	Caractéristiques du contenu	5
I.6.b.	Liste des documents de l'offre	5
I.7.	Ouverture des offres	7
I.8.	Évaluation des offres	7
I.8.a.	Évaluation des critères d'exclusion et de sélection des soumissionnaires	7
I.8.b.	Vérification de la conformité technique des offres	7
I.8.c.	Évaluation des critères d'attribution du marché	7
I.9.	Preuves à fournir en cas d'attribution du marché	8
Section II -	CRITÈRES POUR L'ÉVALUATION DES SOUMISSIONNAIRES ET DES OFFRES	8
II.1.	Critères d'exclusion	8
II.2.	Critères de sélection	8
II.2.a.	Capacité légale et réglementaire	8
II.2.b.	Capacité financière et économique	9
II.2.c.	Capacité technique et professionnelle	10
II.3.	Critères de conformité technique de l'offre	10
II.4.	Critères d'attribution	11
II.5.	Respect de l'environnement	12
Section III -	FORMULAIRES	13

SECTION I - INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LA PROCÉDURE

I.1. PRÉAMBULE

La Commission européenne a délégué à l'Office «Infrastructures et logistique» – Luxembourg (ci-après OIL) et à l'Office «Infrastructures et logistique» – Bruxelles (ci-après OIB), la responsabilité d'assurer l'ensemble des actions liées à:

- l'hébergement du personnel;
- la logistique;
- la gestion d'infrastructures sociales;
- le respect des règles de santé et sécurité au travail dans les bâtiments.

L'OIL et l'OIB fournissent également leurs services à d'autres Institutions et Organes européens.

Les institutions et Organes suivants participent à cet appel d'offres dont l'OIL est le chef de file:

- Le Parlement européen (PE)
site web: <http://www.europarl.europa.eu>
- Le Conseil de l'Union européenne (COUNCIL)
site web: <http://www.consilium.europa.eu/fr/european-council>
- La Commission européenne
site web: <http://europa.eu/>
- La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE)
site web: <http://www.curia.europa.eu>
- La Cour des comptes européenne (CDC)
Site web: <http://www.eca.europa.eu>
- Le Centre de Traduction des organes de l'Union européenne (CDT)
Site web: <http://cdt.europa.eu/EN/Pages/Homepage.aspx>
- L'Office des publications de l'Union européenne (OP)
Site web: <http://publications.europa.eu/fr/home>
- Le Centre commun de recherche – Italie (ISPRA)
Site web: <http://www.jrc.ec.europa.eu>
- L'Agence européenne de défense (EDA)
site web: <https://www.eda.europa.eu/>
- L'Ecole européenne II (EEII)
site web: <http://www.eursc-mamer.lu>

ci-après dénommées collectivement “les Institutions »

I.2. OBJET ET CADRE DU MARCHÉ

Le contrat a pour objet le "Transport du courrier rapide".

Lot 1. Transport du courrier rapide au départ des bâtiments des Institutions (sauf le Parlement européen) sis à Bruxelles (et sa proche périphérie) vers des destinations dans le monde entier et inversement.

Lot 2. Transport du courrier rapide au départ des bâtiments des Institutions (sauf le Parlement européen) sis à Luxembourg vers des destinations dans le monde entier et inversement.

Lot 3. Transport du courrier rapide au départ des bâtiments des Institutions sis à Ispra (I) vers des destinations dans le monde entier et inversement.

Lot 4. Transport du courrier rapide au départ des bâtiments du Parlement européen sis à Luxembourg, Bruxelles et à Strasbourg vers des destinations dans le monde entier et inversement.

Les opérateurs économiques intéressés peuvent soumettre une offre pour un, plusieurs ou pour la totalité des lots. Ces lots pourront être attribués à des soumissionnaires différents.

L'attribution du marché se fera par lot(s). Le soumissionnaire doit présenter une offre pour un lot complet sous peine d'exclusion.

La procédure se concrétisera par la conclusion d'un ou plusieurs contrats-cadres de service pour une durée maximale de 4 ans.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas attribuer tout ou partie du marché.

Pendant une période de 3 ans suivant la signature du contrat, le pouvoir adjudicateur pourra recourir à une procédure négociée sans publication préalable d'un avis de marché, pour de nouveaux services consistant dans la répétition de services confiés à l'adjudicataire du présent marché. Le pouvoir adjudicateur utilisera cette procédure lorsque l'étendue de ces nouveaux services est telle qu'il ne peut être fait application de l'article 114bis du règlement financier, qui énumère les cas dans lesquels le contrat peut être modifié sans procédure de passation de marché. Les nouveaux services seront attribués conformément aux critères d'attribution définis dans le cahier des charges du marché initial.

L'offre du soumissionnaire retenu engage celui-ci. Elle est intégrée au contrat, dont elle constitue l'annexe II.

Les options ou variantes ne sont pas autorisées et ne seront pas prises en compte.

I.3. RÈGLEMENTATION – LOI APPLICABLE – TRIBUNAL COMPÉTENT

La présente procédure est soumise à la réglementation sur la passation des marchés publics, à savoir principalement:

- Le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (publié au JO n° L 298 du 26 octobre 2012), tel que modifié et toutes ses évolutions suivantes, ci-après dénommé «règlement financier» et
- Le règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012, relatif aux règles d'application du règlement financier (publié au JO n° L 362 du 31 décembre 2012), tel que modifié et toutes ses évolutions suivantes, ci-après dénommé «règles d'application».

Ces textes sont consultables sur le site internet EUR-Lex à l'adresse <http://eur-lex.europa.eu>.

Le règlement financier et ses règles d'application sont également disponibles sur: http://ec.europa.eu/budget/biblio/documents/regulations/regulations_fr.cfm

Tout litige relatif à la présente procédure ne pouvant être réglé à l'amiable est porté devant le Tribunal de l'Union européenne à Luxembourg.

I.4. ACCÈS AU MARCHÉ ET FORME DES SOUMISSIONNAIRES

La participation à cette procédure est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales relevant du domaine d'application des traités et à toutes les personnes physiques et morales d'un pays tiers qui aurait conclu avec l'Union européenne un accord particulier dans le domaine des marchés publics, dans les conditions prévues par cet accord. Elle est également ouverte aux organisations internationales.

I.4.a. Soumissionnaire

Un «soumissionnaire» peut être:

- un opérateur économique unique;
- un groupement d'opérateurs économiques (ci-après dénommé «groupement»)

I.4.b. Groupement

Un groupement est composé d'un opérateur économique (dénommé «mandataire») qui fait offre avec un ou plusieurs opérateurs économiques (dénommés «cotraitants») qui l'ont mandaté. Le mandataire et les cotraitants, sont dénommés «membres du groupement».

Le mandataire est le seul interlocuteur du pouvoir adjudicateur pendant la procédure. Il est également responsable de la gestion administrative du contrat (facturation, réception des paiements, etc.) au nom de tous les autres membres du groupement.

Les cotraitants doivent donner mandat au mandataire pour signer le contrat si le groupement en est attributaire, sans préjudice de la possibilité pour le pouvoir adjudicateur d'imposer la signature de chaque membre du groupement.

En cas d'attribution, tous les membres du groupement sont solidairement responsables envers le pouvoir adjudicateur pour la bonne exécution du contrat.

Il n'est pas permis à un soumissionnaire qui présente une offre seul ou comme membre d'un groupement, de présenter par ailleurs une autre offre, que ce soit seul ou comme membre d'un groupement. Dans ce cas, ces offres seront rejetées.

I.4.c. Sous-traitant

Le soumissionnaire peut faire appel à un ou plusieurs sous-traitants. La sous-traitance doit être déclarée dans la mesure où le coût estimé des prestations sous-traitées représente un total supérieur à 10% du montant du marché, ou dans le cas où les ressources du sous-traitant sont pertinentes pour les critères de sélection. Pour les autres sous-traitants, la déclaration est facultative.

Les sous-traitants ne sont pas considérés comme membres du groupement.

I.4.d. Recours à un tiers

Un soumissionnaire peut, le cas échéant, faire valoir les capacités économiques, financières, techniques et/ou professionnelles des tiers, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre lui-même et ces entités. Un opérateur économique ne peut avoir recours aux capacités techniques et professionnelles des tiers que si ces derniers exécutent les prestations pour lesquelles ces capacités sont requises.

Dans ce cas, l'opérateur économique doit faire la preuve que le(s) tier(s) s'engage(nt) à mettre à disposition lesdites capacités en fournissant la ou les déclaration(s) qui se trouve(nt) au point I.6.b/2.4, complétée(s) pour chacun des tiers concernés. Cette déclaration doit être signée par une ou plusieurs personne(s) habilitée(s) à représenter l'entité à l'égard des tiers, conformément à ses règles statutaires.

En cas d'attribution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander que le tiers qui met ses capacités économiques et financières à disposition du soumissionnaire soit fournisse une garantie, soit signe le contrat avec le soumissionnaire.

I.4.e. Répartition des tâches

En cas de groupement et/ou de sous-traitant(s) déclaré(s), le mandataire précise clairement la répartition des tâches de chacun (mandataire/ cotraitants/ sous-traitants), ainsi que la nature des prestations co-traitées et/ou sous-traitées, le pourcentage du marché co-traité et/ou le pourcentage du marché sous-traité.

Tout changement dans la composition du groupement ou tout changement dans la sous-traitance:

- pendant la procédure de passation du marché pourrait conduire au rejet de l'offre correspondante, ou
- après la signature du contrat pourrait conduire à sa résiliation.

I.5. VISITE DES LIEUX

Il n'y a pas de visite des lieux prévue pour cette procédure.

I.6. CONTENU DES OFFRES

I.6.a. Caractéristiques du contenu

L'offre du soumissionnaire contiendra les informations et documents listés ci-après, accompagnés de tous les justificatifs qui y sont requis, numérotés dans le même ordre et présentés sur un support unique, par exemple un classeur (pas de feuilles volantes). Le cas échéant, l'offre inclura les informations et documents requis des cotraitants et sous-traitants déclarés.

Pour être valables, les justificatifs remis doivent être des originaux ou des copies de documents officiels récents (moins d'un an) ou en cours de validité (statuts, certification,...), ou des copies d'informations disponibles sur des sites internet officiels.

Ces documents doivent être dûment complétés de manière parfaitement lisible afin d'éliminer le moindre doute sur les termes et les chiffres.

Il est également loisible au soumissionnaire de compléter son dossier avec toute autre information qu'il juge utile.

S'il l'estime nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rechercher des informations complémentaires et/ou des clarifications par tout moyen approprié (sites internet, organismes officiels, etc.).

Toute offre incomplète pourra être écartée d'office. Néanmoins, dans le cas où une offre donnerait lieu à des demandes d'éclaircissement le pouvoir adjudicateur peut prendre l'initiative de s'adresser au soumissionnaire dans le but de lui demander des précisions sans que celles-ci ne puissent conduire à une modification substantielle des conditions de l'offre. Dans le cas contraire, l'offre devra être écartée.

I.6.b. Liste des documents de l'offre

Les documents requis dans l'offre sont:

1. Concernant l'identification du soumissionnaire, incluant le cas échéant des cotraitants, sous-traitants et entités tiers:

1.1. Le formulaire "Lot(s) à soumissionner" (formulaire 1),

1.2. Le formulaire "Identification du soumissionnaire" (formulaire 2),

1.3. Le formulaire "Informations à reprendre dans le contrat en cas d'attribution" (formulaire 3),

- 1.4. Le cas échéant, le(s) formulaire(s) " Informations concernant les autres entités mentionnées dans l'offre (à l'exception du mandataire)" (formulaire 4), un pour chaque cotraitant et un pour chaque sous-traitant déclaré,
- 1.5. En cas d'un groupement et/ou de sous-traitant(s) déclaré(s) et/ou de tiers mettant ses ressources à la disposition, le soumissionnaire joint à l'offre un document qui:
 - précise clairement la répartition des tâches de chacun (mandataire principal / cotraitants / sous-traitants);
 - décrit la nature des prestations ainsi que le pourcentage du marché co-traité;
 - décrit la nature des prestations ainsi que le pourcentage du marché sous-traité;
 - décrit la nature et le volume des capacités mises à disposition par des tiers

2. Concernant la signature de l'offre:

- 2.1. Le formulaire de signature de l'offre, le cas échéant, du soumissionnaire entité unique ou du mandataire du groupement (formulaire 5),
- 2.2. Le cas échéant, le(s) formulaire(s) de mandat du cotraitant (formulaire 6), un pour chaque cotraitant,
- 2.3. Le cas échéant, le(s) formulaire(s) d'engagement du sous-traitant, un pour chaque sous-traitant déclaré (formulaire 7),
- 2.4. Le cas échéant, le(s) formulaire(s) "Déclaration du tiers mettant des capacités financières et économiques et/ou techniques et professionnelles à la disposition du soumissionnaire " (formulaire 8). Chaque tiers concerné doit compléter un formulaire.
- 2.5. Tout document prouvant le pouvoir de signature des personnes signataires des formulaires de signature de l'offre, de mandat, d'engagement et de mise à disposition des capacités,

3. Concernant les critères d'exclusion et sélection:

- 3.1. Le(s) formulaire(s) "Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et aux critères de sélection" (formulaire 9). Cette déclaration doit être fournie par chaque membre du groupement et par chaque sous-traitant déclaré.
- 3.2. Tout document prouvant le pouvoir de signature des personnes signataires des déclarations relatives aux critères d'exclusion et sélection,

4. Concernant la conformité technique de l'offre:

- 4.1. Pas de document spécifique demandé. L'offre doit respecter l'ensemble des documents de marché, y compris les spécifications techniques.

5. Concernant les critères d'attribution:

- 5.1. Le(s) bordereau(x) financiers sur papier en annexe 1 du CCA correspondant au lot pour lequel le soumissionnaire fait offre dûment complétées. Les pages du bordereau financier doivent être datées, cachetées et signées par le soumissionnaire, par les mêmes personnes qui ont signé le formulaire de signature de l'offre en tant qu'entité unique ou mandataire.
- 5.2. Le(s) bordereau(x) des prix sur papier en annexe I.A du projet de contrat-cadre correspondant au lot pour lequel le soumissionnaire fait offre dûment complétées. Les pages du bordereau des prix doivent être datées, cachetées et signées par le soumissionnaire, par les mêmes personnes qui ont signé le formulaire de signature de l'offre en tant qu'entité unique ou mandataire.
- 5.3. La version électronique XLS ou XLSX des bordereaux financiers et des prix.
En cas d'incohérence entre les versions papier et électronique, la version papier prévaut.

5.4. Les prix indiqués dans les bordereaux financiers et dans les bordereaux des prix correspondants doivent être identiques sous peine d'exclusion, sauf erreur manifeste de transcription (manque d'une virgule, erreur de frappe, etc).

6. Concernant l'ensemble du marché

6.1. Le soumissionnaire joindra également les conditions financières ainsi que les délais de livraisons pour d'autres services tels que:

- les envois très urgents avec un délai le plus court possible;
- les envois volumineux et/ou de poids supérieur à 10 kg ne nécessitant pas un service d'urgence;
- tout autre service que le soumissionnaire peut prester dans le cadre du marché.

I.7. OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des offres se tiendra le mardi 6 décembre à 15h00, au bâtiment ARIANE, route d'Esch 400 à L-1471 Luxembourg (salle 01/A072).

Au maximum deux représentants par offre peuvent assister à l'ouverture des offres, conformément au point IV.2.7 de l'avis de marché. Pour des raisons d'organisation et de sécurité, le soumissionnaire doit communiquer, au moins trois jours ouvrables à l'avance, les noms et prénoms et les numéros de carte d'identité ou de passeport de ses représentants, à l'adresse suivante: OIL-APPELS-OFFRES@ec.europa.eu. Si cette condition n'est pas remplie, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser l'accès à ses locaux.

Le montant de chaque offre conforme sera annoncé en séance.

I.8. ÉVALUATION DES OFFRES

Seront examinés les éléments suivants, sans ordre préétabli:

I.8.a. Évaluation des critères d'exclusion et de sélection des soumissionnaires

Le pouvoir adjudicateur contrôle, sur la base des documents demandés et transmis, si les soumissionnaires:

- ne se trouvent pas dans un des cas d'exclusion ou de rejet mentionnés dans la déclaration (formulaire 9);
- disposent des capacités légale et réglementaire, financière et économique, technique et professionnelle, telles que décrites au point II.2.

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment de la procédure, demander à des soumissionnaires de présenter une déclaration actualisée ou tout ou partie des documents justificatifs.

I.8.b. Vérification de la conformité technique des offres

Les offres des soumissionnaires sont soumises à une vérification de leur conformité avec les documents de marché selon les critères décrits au point II.3.

I.8.c. Évaluation des critères d'attribution du marché

Le pouvoir adjudicateur évalue les offres des soumissionnaires et détermine celle qui remportera le marché sur la base des critères d'attribution décrits au point II.4.

La valeur totale finale du marché sera basée sur le montant de l'offre de l'attributaire du marché, auquel pourra être ajouté un pourcentage pour couvrir les indexations et imprévus.

I.9. PREUVES À FOURNIR EN CAS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la notification de la décision d'attribution, l'attributaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur tous les documents justificatifs des critères énumérés dans la "Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et aux critères de sélection", qui n'auraient pas été déjà fournis durant la procédure.

SECTION II - CRITÈRES POUR L'ÉVALUATION DES SOUMISSIONNAIRES ET DES OFFRES**II.1. CRITÈRES D'EXCLUSION****Description**

Les critères d'exclusion sont décrits dans la «Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et aux critères de sélection» (voir formulaire 9)

Ces critères doivent être remplis:

- par le soumissionnaire opérateur économique unique,
- en cas de groupement, par le mandataire et chaque cotraitant,
- par chaque sous-traitant déclaré.

Le cas échéant, le soumissionnaire peut indiquer les mesures prises pour remédier à la situation d'exclusion, démontrant ainsi sa fiabilité.

Documents qui peuvent être requis pour prouver la conformité avec les critères

Les documents justificatifs sont indiqués au point VI et VII de la déclaration sur l'honneur susmentionnée.

II.2. CRITÈRES DE SÉLECTION

Le soumissionnaire unique ou mandataire ainsi que, sauf indication contraire, ses cotraitants et sous-traitants déclarés, doivent avoir les capacités légale et réglementaire, financière et économique, technique et professionnelle de réaliser le marché. Ces capacités sont évaluées selon les critères de sélection décrits ci-après.

II.2.a. Capacité légale et réglementaire**II.2.a.1. Constitution de l'opérateur économique****Description**

L'opérateur économique doit être constitué et/ou enregistré conformément à la législation du pays dans lequel il est établi (p.ex.: registre de commerce).

L'objet social de l'opérateur économique doit être en rapport avec l'objet du marché (en fonction de sa contribution dans l'exécution du marché).

Ce critère s'applique à chaque cotraitant et sous-traitant déclaré.

Documents qui peuvent être requis pour prouver la conformité avec le critère

- Document(s) constitutif(s) et/ou statuts de l'opérateur économique, avec sa/leur(s) dernière(s) mise(s) à jour, ou les extrait(s) pertinent(s) de ces documents,
- tout autre document émanant d'un(e) organisme public/autorité publique compétent(e) conformément à la législation du pays dans lequel le soumissionnaire est établi (p.ex.: registre de commerce), faisant ressortir clairement:
 - sa dénomination exacte,
 - son objet social.

II.2.b. Capacité financière et économique

II.2.b.1. Chiffre d'affaires

Description

Pour chaque lot, le chiffre d'affaires annuel doit être égal ou supérieur au montant repris ci-dessous.

Pour le lot 1: 600.000 EUR

Pour le lot 2: 90.000 EUR

Pour le lot 3: 160.000 EUR

Pour le lot 4: 60.000 EUR

Si un soumissionnaire présente une offre pour plusieurs lots, le chiffre d'affaires annuel doit être égal ou supérieur au montant cumulé des chiffres d'affaires exigés pour chacun des lots pour lesquels il fait offre.

Le chiffre d'affaires à prendre en considération est la somme des chiffres d'affaires du soumissionnaire (ou des membres du groupement en cas d'offre conjointe) et, le cas échéant, de ses sous-traitants déclarés et des tiers mettant des capacités financières à disposition du soumissionnaire.

Documents qui peuvent être requis pour prouver la conformité avec le critère

- Comptes annuels pour les deux derniers exercices clos ou, si les comptes annuels ne mentionnent pas les chiffres d'affaires, des extraits de documents comptables pertinents faisant apparaître les chiffres d'affaires. Ces documents doivent être fournis par chaque entité dont le chiffre d'affaires est pris en considération pour établir que le critère est rempli.

II.2.b.2. Capitaux propres

Description

Les capitaux propres à la fin du dernier exercice clos doivent être égaux ou supérieurs au capital souscrit.

Ce critère s'applique au soumissionnaire, ainsi qu'à chaque cotraitant, sous-traitant déclaré et tiers mettant des capacités financières à disposition du soumissionnaire.

Documents qui peuvent être requis pour prouver la conformité avec le critère

- Comptes annuels pour les deux derniers exercices clos ou, si les comptes annuels ne mentionnent pas les capitaux propres et le capital souscrit, des extraits pertinents de documents comptables faisant apparaître les capitaux propres et les capitaux souscrits. Ces documents doivent être fournis par chaque entité dont les capitaux propres sont pris en considération pour établir que le critère est rempli.

II.2.b.3. Police d'assurance

Description

Pour ce critère:

- Le soumissionnaire (en cas de groupement chaque cotraitant), doit/doivent avoir une assurance couvrant les risques et dommages relatifs à l'exécution du contrat ainsi que requise par la législation applicable;

Documents qui peuvent être requis pour prouver la conformité avec le critère

- Attestation(s) d'assurance mentionnant, pour chaque police, les montants maximums couverts et la période de validité du contrat d'assurance.

II.2.c. Capacité technique et professionnelle

II.2.c.1. Références

Description

Le soumissionnaire doit avoir réalisé au cours des trois dernières années des prestations en rapport direct avec le présent marché.

Pour ce critère de sélection, il est demandé de produire au minimum deux références de services de transport de courrier rapide, prestés au cours des trois dernières années à compter de la date limite de réception des offres, pour 2 clients professionnels, publics ou privés (1 référence par client)

Le chiffre d'affaires réalisé sur une période de 12 mois consécutifs maximum doit être, au minimum et pour chaque référence :

Pour le lot 1: 150.000 EUR

Pour le lot 2: 22.000 EUR

Pour le lot 3: 40.000 EUR

Pour le lot 4: 15.000 EUR

Le cas échéant, les références peuvent provenir de cotraitants ou de sous-traitants, pour autant que les services de transport de courrier rapide faisant l'objet du contrat soient prestés par les cotraitants ou sous-traitants qui ont fourni la référence.

Les soumissionnaires qui ne présentent pas les références en respectant les informations telles que requises ci-dessus seront jugés comme n'ayant pas la capacité technique minimale nécessaire pour fournir les services requis.

Documents qui peuvent être requis pour prouver la conformité avec le critère

- Une déclaration avec les détails de ces références, indiquant la période, le client, l'objet, le montant et l'entité qui a exécuté les prestations.
- Un certificat de bonne exécution signée par les clients concernés.

Les soumissionnaires qui ne présentent pas les références en respectant les informations telles que requises ci-dessus seront jugés comme n'ayant pas la capacité technique minimale nécessaire pour fournir les services requis.

La Commission se réserve le droit de contacter les clients pour confirmer les références citées.

II.2.c.2. Assurance qualité

Description

Le soumissionnaire ainsi que chaque cotraitant ou sous-traitant déclaré doivent avoir mis en œuvre dans le cadre de sa société un Système de Management de la Qualité des prestations fondé sur la norme ISO 9001 ou équivalent, pour des activités en rapport avec le marché.

Documents qui peuvent être requis pour prouver la conformité avec le critère

- soit un certificat ISO 9001 ou équivalent;
- soit une attestation sur l'honneur de la mise en œuvre dans le cadre de sa société d'un Système de Management de la Qualité des prestations fondé sur la norme ISO 9001.

II.3. CRITÈRES DE CONFORMITÉ TECHNIQUE DE L'OFFRE

Le soumissionnaire doit respecter l'ensemble des dispositions décrites dans les documents de marché.

Les offres qui ne respectent pas l'ensemble des spécifications techniques risquent d'être écartées.

Documents qui peuvent être requis pour prouver la conformité avec ce critère

- Un document prouvant sa capacité à desservir, pour chaque lot pour lequel il fait offre, les destinations de la zone 1, de la zone 2, de la zone 3 et au moins 80% de la zone 4, listées en annexe I.B.5 du projet de contrat-cadre – "Liste des destinations".
- Un document prouvant sa capacité à respecter les délais de livraisons maximaux imposés pour les zones indiquées au point 8 des Spécifications techniques "Délai de livraison".
- Une description du système de traçabilité électronique dont dispose le soumissionnaire pour assurer, via son site internet, un suivi fiable et détaillé de chaque envoi à compter du moment du dépôt jusqu'à sa destination finale. Cette description devra notamment préciser:
 - sa fiabilité du système et les mesures de sécurité prévues;
 - les alternatives proposées en cas de panne technique du système; et
 - la formation à dispenser et le help desk mis à la disposition des utilisateurs des Institutions.
- Tout autre document pouvant prouver la capacité technique du soumissionnaire à satisfaire les autres points des spécifications techniques.

II.4. CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Le marché sera attribué au soumissionnaire sélectionné présentant l'offre conforme au cahier des charges et présentant le prix le plus bas.

Documents relatifs au calcul du montant de l'offre pour l'adjudication du marché :

Pour permettre aux Institutions de comparer le montant des offres, le soumissionnaire complète obligatoirement, pour chaque lot pour lequel il fait offre, le bordereau financier annexé au CCA (1/a pour le lot 1, 1/b pour le lot 2, 1/c pour le lot 3 et 1/d pour le lot 4).

Le nombre d'envoi indiqué dans chaque bordereau financier se base sur un "panier annuel hypothétique" basé sur les statistiques d'envois des Institutions participantes à ce marché.

Les volumes indiqués sont communiqués de bonne foi et à titre purement indicatifs et n'obligent aucunement les Institutions pour ce qui concerne les quantités qui seront commandées pendant l'exécution du contrat-cadre.

Evaluation financière

Pour chaque lot, l'offre sera évaluée financièrement selon la méthodologie de calcul suivante :

- 1^{ère} étape: Montant de chaque tranche de poids = prix offert x nombre estimé d'envois.
- 2^{ème} étape: Montant de l'assurance facultative = valeur estimée des envois assurés x pourcentage de majoration de la valeur déclarée.
- 3^{ème} étape: Montant de chaque zone = Somme des montants de chaque tranche de poids + montant de l'assurance facultative.
- 4^{ème} étape: Montant annuel de l'offre = Somme des montants de chaque zone.
- 5^{ème} étape: Montant total de l'offre = montant annuel de l'offre x 4 ans.

Modalités à suivre par le soumissionnaire:

Suivant le lot proposé, compléter les colonnes "prix unitaires" de la version électronique de l'annexe 1/a pour le lot 1 et/ou de l'annexe 1/b pour le lot 2 et/ou de l'annexe 1/c pour le lot 3 et/ou de l'annexe 1/d pour le lot 4, du CCA en indiquant le montant pour les envois selon la tranche de poids pour chaque zone. Le montant par tranche de poids et par zone se complètent automatiquement pour chaque lot ainsi que le montant calculé pour l'assurance facultative.

Toutes les autres données des fichiers Excel ne peuvent être modifiées.

Pour chaque lot, dans le "Récapitulatif du montant total de l'offre" (page 1 du bordereau financier), les cases correspondantes au montant annuel de l'offre par zone, au montant total annuel de l'offre et au montant total de l'offre pour quatre ans, se complètent également automatiquement.

Une fois les documents complétés, ils doivent être imprimés, datés, signés et joints à l'offre.

Tous les postes relatifs à chaque lot doivent être impérativement complétés, sous peine de nullité de l'offre. Aucune case ne doit être vide.

Le soumissionnaire joindra également un plan tarifaire précisant les conditions financières et les délais de livraison des envois pour d'autres services tels que:

- les envois très urgents avec un délai le plus court possible;
- les envois volumineux et/ou de poids supérieur à 10 kg ne nécessitant pas d'un service d'urgence;
- tout autre service que le soumissionnaire peut prester dans le cadre du marché.

Son attention est attirée sur les points suivants, valables tant pour les bordereaux financiers que pour les bordereaux des prix:

- les prix doivent obligatoirement être exprimés en euros et sont indépendants de l'évolution du taux de change de l'euro par rapport à d'autres devises;
- les prix s'entendent HTVA et sont maintenus par le soumissionnaire jusqu'à la signature du contrat et au minimum six mois après la date limite de remise des offres;
- tous les postes des bordereaux doivent être impérativement complétés, sous peine de nullité de l'offre. Aucune case ne doit être vide. Si une prestation vaut 0 EUR, le soumissionnaire l'indique de cette manière (pas de symboles -, /, etc.);
- aux termes des articles 3 et 4 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, celle-ci est exonérée de tous impôts, taxes et droits, y compris, la taxe sur la valeur ajoutée; ces droits ne peuvent donc pas entrer dans le calcul du prix de l'offre;
- en cours d'exécution du contrat, la révision des prix sera appliquée conformément aux dispositions du projet de contrat.

Il est primordial de compléter les documents en suivant le format attendu par le pouvoir adjudicateur. Utiliser des fourchettes là où un nombre est attendu, indiquer plusieurs nombres là où un seul est attendu, émettre des réserves sur certains prix, pourcentages ou tout autre élément de la procédure, ajouter ou modifier des postes, etc. conduirait inévitablement à une impossibilité d'évaluation de l'offre et de comparaison avec celles des autres soumissionnaires. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur serait obligé de déclarer l'offre inexploitable et donc de l'écarter.

Les informations indiquées dans le ou les bordereaux financiers proposés pour le calcul du montant de l'offre (cf. annexes 1/a, 1/b, 1/c, et 1/d du CCA), doivent correspondre aux tarifs et délais de livraison indiqués par le soumissionnaire dans les bordereaux des prix (cf. annexes I.A.1, I.A.2, I.A.3 et I.A.4 du projet de contrat-cadre) sous peine d'exclusion, sauf erreur manifeste de transcription (manque d'une virgule, erreur de frappe, etc.).

II.5. RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

La Commission européenne est particulièrement attentive aux aspects environnementaux et applique le règlement EMAS 1221/2009. Elle exige que ses contractants respectent la politique environnementale de l'Institution et la législation environnementale en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg.

Le contractant doit mettre en œuvre des procédures et pratiques respectueuses de l'environnement et participer à l'amélioration de la performance environnementale de la Commission. Il fournit sans délai tout document nécessaire afin que la Commission puisse remplir ses obligations EMAS.

Des informations à propos d'EMAS sont disponibles sur le site:

http://ec.europa.eu/environment/emas/index_en.htm

SECTION III - FORMULAIRES

Les formulaires doivent être téléchargés à partir du site : <http://ec.europa.eu/oil/formulaires-fr.html>

La liste des formulaires est la suivante :

- Formulaire 1 : Lot(s) à soumissionner
- Formulaire 2 : Identification du soumissionnaire
- Formulaire 3 : Informations à reprendre dans le contrat en cas d'attribution
- Formulaire 4 : Informations concernant les autres entités mentionnées dans l'offre (à l'exception du mandataire)
- Formulaire 5 : Formulaire de signature de l'offre, le cas échéant, du soumissionnaire entité unique ou du mandataire principal du groupement
- Formulaire 6 : Formulaire de signature du cotraitant
- Formulaire 7 : Formulaire de signature du sous-traitant
- Formulaire 8 : Déclaration du tiers mettant des capacités financières et économiques et/ou techniques et professionnelles à la disposition du soumissionnaire
- Formulaire 9 : Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et aux critères de sélection.

Les formulaires sont à remplir en version électronique et à imprimer en utilisant le bouton 'Imprimer' qui se trouve sur chaque formulaire.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent Cahier des clauses administratives

- Annexe 1
 - a) Bordereau financier pour le lot 1
 - b) Bordereau financier pour le lot 2
 - c) Bordereau financier pour le lot 3
 - d) Bordereau financier pour le lot 4